

*Que Dieu vous bénisse, Madame Ourani !*

Elle travaille à la Casoral. Elle est jeune, active, charmante, ses yeux d'un marron sombre dégagent une grande bonté. Elle est toujours la première arrivée à son poste de travail, toujours disponible pour les malades que se soient des retraités, des jeunes ou invalides. On la voit passer devant nous, nous les malades, attendant que le grand portail de la Casoral s'ouvre. A huit heures piles, deux employés bien polis et serviables, nous accueillent, en donnant à chacun un ticket numéroté. Chacun prend place dans le calme et attend que les guichets ouvrent.

Là voilà qui arrive tout sourire, habillée d'une blouse d'une blancheur impeccable, le badge accroché au cou, elle est toujours la première à commencer son travail, elle appelle les malades chroniques, ceux qui ont un carnet, ceux que le pharma-

cien a envoyés. Des hommes et des femmes âgés, invalides, handicapés, et autres se dirigent vers cette femme si avenante.

Elle prend les carnets des uns, les ordonnances des autres, oriente, explique, toujours souriante. Elle prend en charge tout malade qui se présente à elle, lui explique ce qu'il doit faire, où aller et à qui s'adresser. C'est une femme exemplaire, qui accomplit son travail avec conscience. Telle est Madame Ourani, de la Casoral de Brossette. Elle est aimée et bénie par chaque malade. Votre humanité et votre bonté allègent un peu notre souffrance, vous vous souciez de nous. Vous êtes unique et un exemple pour nous tous.

Que Dieu vous bénisse, Madame Ourani.

Maïssa

# Ce ridicule bout de papier de la taille d'un ticket de métro...

J'ai longtemps hésité avant d'oser vous écrire puis, j'ai fini par me dire que certaines personnes pourraient se reconnaître à travers mon récit et ça m'a, comme qui dirait l'autre, «motivée».

J'ai déjà 23 ans, ou je n'ai que 23 ans, c'est selon ! Mais si la vie m'a appris une chose, c'est que le malheur n'a pas d'âge légal pour frapper... Je ne vais pas essayer de vous décrire mon état d'esprit au jour d'aujourd'hui, car je sais que toute tentative d'exprimer ma peine serait vaine ! Je vais seulement me

contenter de vous relater les faits !

Il y a quelques mois, j'ai appris que l'un de mes meilleurs amis était très malade et qu'il avait été admis dans un hôpital parisien. J'avoue, qu'à ce moment-là, j'étais loin d'imaginer la tournure qu'allaient prendre les événements un mois plus tard. J'ai déposé une demande de visa pour la France, et j'avais tellement mal, j'étais dans un tel état de détresse que je me suis mise à positiver tant bien que mal, et à imaginer nos retrouvailles, parce que, naïve

comme j'étais, j'avais l'impression que tout l'univers conspirait à m'empêcher d'atteindre mon but...

Ma demande de visa a été refusée, et mon ami nous a quittés. Je n'ai pas pu être là pour lui, je n'ai pas pu l'aider, pas pu lui dire au revoir, ni même pu assister à ses funérailles. Je sais que personne n'aurait pu changer sa destinée, personne n'aurait pu faire qu'il reste auprès de nous plus longtemps, seulement quand je pense que c'est un être «humain» qui a pris une décision qui a changé ma vie, ça rend la perte de

mon ami encore plus insupportable.

Même si en ce qui me concerne, à l'heure qu'il est, tout est fini, j'en parle dans l'espoir qu'une personne ayant le pouvoir de changer les choses me lise. Nous ne sommes pas une simple pile de dossiers entassés sur un bureau, nous avons des frères, des maris, des amis, des enfants, qui meurent chaque jour seuls à cause d'une simple histoire de visa et nous sommes impuissants face à ce ridicule bout de papier de la taille d'un ticket de métro, portant la mention

«Visa refusé», qui change tous les jours la vie de certaines de personnes, sans aucune autre forme de procès.

Aucun être humain, peu importe sa race ou sa nationalité, ne devrait avoir à vivre ça et aucun être humain, peu importe sa race ou sa nationalité, ne devrait avoir le pouvoir de faire vivre ça à autrui.

Alphonse de Lamartine a dit : «Un seul être vous manque, et tout est dépeuplé.» Ceux d'entre vous qui ont connu l'amitié m'auront aisément comprise.

C. B.

## NOS LECTEURS ET LES «EEPADERIES»

### >Médiocrité et monopole stérile

Pour un Etat qui veut encourager l'utilisation des TIC dans la vie quotidienne des citoyens en bâtissant une société de l'information, cela est paradoxal de voir à quel point, il s'acharne à faire disparaître une entreprise, fut-elle privée, mais algérienne d'abord.

Le conflit n'est pas uniquement «commercial» comme aiment à le rappeler les tenants de la disparition de l'Eepad, il est surtout technique. Car en fait, si commercialement parlant, les services Internet d'Algérie Télécom étaient à la hauteur des attentes des internautes, l'Eepad aurait disparu d'elle-même à partir de la décision de la baisse des tarifs de l'opérateur public. Sauf que plus de 35 000 abonnés ont continué à payer 3 fois plus cher leur connexion, estimant que la qualité du service de l'Eepad était meilleure et plus sûre que celle des plateformes de l'opérateur historique.

Aujourd'hui, la passivité de l'ARPT, censée veiller à la qualité des réseaux comme elle le fait pour le mobile ainsi que son silence sur ce conflit, l'absence de réaction du Conseil national de la concurrence, qui devrait se pencher sur cette situation de concurrence déloyale, sont tout simplement criminels. Car si un audit était commandé pour calculer les coûts réels d'exploitation de l'ADSL, il serait prouvé qu'Algérie Télécom vend à perte, car ne craignant pas d'être mise en faillite, paix sociale oblige.

La preuve en est que sa filiale Internet, qui était considérée au même titre que l'Eepad, client d'Algérie Télécom, a été obligée de mettre la clef sous le paillasson, sauf qu'elle a eu tout de même la chance d'être réintégrée à sa maison mère, protégeant ainsi les investissements et les emplois.

L'Eepad n'aura pas cette chance. Son patron, qui a toujours refusé de

vendre son entreprise, a proposé 60 % de son capital à AT, le conseil d'administration de cet opérateur refuse la proposition car «non viable économiquement».

Alors, qu'est-ce qui est viable économiquement ? Priver des entreprises et des citoyens d'une connexion réellement haut débit ? Mettre à mort une entreprise qui doit de l'argent et qui ne pourra jamais être récupéré si l'entreprise ferme ? Mettre dehors des employés pour gonfler le rang des millions de chômeurs et encourager le rêve d'aller proposer leurs compétences aux pays novateurs en matière des TIC ?

Jusqu'à quand nous fera-t-on croire qu'une entreprise qui a bénéficié de financements ou de facilités de l'Etat doit disparaître et mettre ces milliards «publics» sur le «compte perte et profits» sans demander de compte à tout ce petit beau monde ?

Et si la thèse de la main de l'étranger n'était pas absurde et que de pseudos investisseurs arabes avaient exigé au gouvernement de leur faire place nette pour venir «investir» ou plutôt «pomper de l'argent algérien», alors que les constructeurs chinois sont les premiers à bénéficier de cette crise, appelés qu'ils sont à fournir plus d'équipements à coups de «millions publics».

Dans un Etat de droit, la justice doit juger les responsables d'une entreprise s'ils ont failli mais jamais liquider une entreprise viable, offrant un service public de qualité.

Et si aujourd'hui on se mettait à demander des comptes à Algérie Télécom sur les centaines de millions de dollars investis dans des services qui n'existent plus : WLL, Mimo, Wimax, Double play...

Ce conseil d'administration a-t-il à ce point des œillères pour décider de l'avenir de l'Eepad sans se préoccuper de l'inexistence de services de qualité à offrir aux citoyens.

Si aujourd'hui les autorités rassurent les abonnés en leur faisant croire qu'ils pourront trouver de la place sur

les plateformes d'Algérie Télécom, ceci est faux. Pour l'instant, certains centraux sont saturés et les réseaux également le sont à tel point que même les abonnés de l'opérateur public ont noté que depuis la coupure de l'Eepad, leur connexion est devenue catastrophique, ne pouvant plus télécharger comme avant des fichiers.

Est-ce que cette situation n'est pas également un «problème commercial» ou sommes-nous, pauvres Algériens, condamnés à renier toutes nos avancées, tant démocratiques que techniques, au profit de la médiocrité et du monopole stérile.

Si cette année le Forum économique mondial classe l'Algérie à la 108<sup>e</sup> place (sur 134), à quelle place serons-nous l'année prochaine avec le retour du monopole sur l'Internet ?

Mohamed

### > Tu fais la grève parce qu'on t'a coupé le Net !

Qui ne s'est jamais posé une question du type pourquoi la lune a-t-elle une face cachée ? Personne. Et beaucoup de ces questions en apparence anodines restent souvent sans réponse. Pourtant, nombreuses sont celles qui cachent un véritable problème scientifique, économique ou bien social. Et notre problème aujourd'hui chez Madame «Pause-Café», c'est celui d'Internet. Moi aussi maintes questions me sont venues à la tête comme pourquoi l'eau de mer est elle salée ; aussi pourquoi a-t-on des cheveux ; mais aujourd'hui je me suis posé la question pourquoi «Pause-Café» fait une grève. Parce qu'on lui a coupé le Net !

Est-ce par compassion avec nos chercheurs scientifiques qui n'arrivent plus à compléter leurs recherches convenablement ? Ou bien avec les papas qui doivent se débrouiller pour subvenir aux besoins de leurs familles ?

Ou alors avec les mamans au foyer et divorcées qui n'ont aucune

rente pour acheter des tabliers bleu et rose pour leurs enfants ? C'est bien dommage, on avait bien besoin de ta grève quand la Constitution du pays a été touchée, on avait bien besoin de ta grève quelque part en Algérie pour soutenir les démunis, on avait bien besoin de ta grève pour soutenir les familles qui cherchent leurs enfants jusqu'à maintenant.

Et toi, tout ce que tu trouves, c'est de faire la grève parce qu'on t'a coupé le Net et pour défendre les plus grand (...) de l'Algerie.

Samir S.

**Réponse :** pour défendre les démunis, dénoncer la Constitution et le culte de la personnalité, militer pour la démocratie et la citoyenneté, je n'ai pas attendu votre lettre, Monsieur Samir. Il est vrai que je n'ai pas fait la grève. Mais, j'ai écrit, Monsieur !

Si je fais grève aujourd'hui, c'est parce que je me sens concerné, car je me suis investi personnellement pour la démocratisation d'Internet. Les providers indépendants savent qui était à leurs côtés dans les moments difficiles, quand ils cherchaient à être reconnus !

Concernant l'Eepad, je n'ai jamais été tendre vis-à-vis de cette entreprise, depuis son admission dans le cercle restreint d'Oustratic (sans appel d'offres) jusqu'à ses derniers comportements «monopolistiques» (prix et services). Et toujours, aucun souvenir d'une quelconque «réclamation» de Monsieur Samir !

Mais je ne vous en veux pas. Vous êtes certainement un nouveau lecteur du «Soir».

M. F.

### >L'entreprise Eepad ne doit pas disparaître

Vous avez mon soutien cher ami dans votre grève contre le monopole de l'Etat sur Internet. C'est vraiment dommage que l'entreprise Eepad disparaisse, je dis bien entreprise. Merci

Ali B.

### LE BILLET DE M. BENREBIAI

## Ils sont encore là !

Ils ont longtemps sévi dans les APC au service des leurs et des castes des privilégiés, sous la bannière de l'ex-parti unique, puis de l'autre parti, démembrement de ce dernier.

«On croyait, me dit mon voisin Krime, nous en être définitivement débarrassés mais voilà qu'ils reviennent par la fenêtre sous l'étiquette d'indépendant.»

La situation n'étant tout de même plus tout à fait la même que dans les années de plomb, d'autres élus réagissent parfois et veulent les éjecter. Les vieux réflexes ressurgissent, on crie au complot, on «sort» les fameuses pétitions de soutien, etc. Autres temps... mêmes mœurs !

M. B.

## Mots Croisés

**>Accouchements :**  
**Chiffres alarmants d'une enquête nationale, deux femmes meurent chaque jour !**  
**- Autrement dit, accouchement cent douleurs.**

**>Etablissement universitaire :**  
**Vers la création d'une commission d'évaluation.**  
**- ... en attendant la création d'une commission pour évaluer les travaux de la commission d'évaluation.**

**>Intempéries :**  
**Plusieurs interventions de la Protection civile et des services de la voirie**  
**- Le standard des pompiers a reçu sans discontinuer le même message de détresse :**  
**«A l'eau ! A l'eau ! Egouttez-moi !»**  
**Khaled Lemnaouer**